

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1462

[2004/201079]

25 MARS 2004. — Décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Gouvernement peut agréer, aux conditions du présent décret, les Agences de Développement Local, en abrégé « A.D.L. », et octroier, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, des subventions aux A.D.L. agréées.

Art. 2. Il y a lieu d'entendre, au sens du présent décret, par :

1^o le « développement local », la promotion du développement durable à l'échelon local qui consiste en l'amélioration de la qualité de vie sur le plan économique et la création d'emplois; il doit être global, prospectif, intégré, s'enraciner dans les ressources endogènes et bénéficier à la collectivité locale ainsi qu'à ses membres;

2^o l'« A.D.L. », l'organisme qui remplit les conditions visées aux articles 4 et 5;

3^o le « plan d'actions », le document d'orientation et de programmation stratégique du développement durable de la commune ou des communes associées sur le plan socio-économique résultant de la concertation entre les acteurs locaux, à savoir les pouvoirs publics, le secteur privé ou associatif et les habitants, réalisé à partir de l'étude AFOM (Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces) et du diagnostic global du territoire qui en résulte.

Art. 3. L'A.D.L. remplit les missions suivantes :

1^o réunir l'ensemble des acteurs locaux dans un partenariat de développement local;

2^o initier et animer ce partenariat qui associe les pouvoirs publics, les secteurs privé et associatif sur le territoire de la commune ou des communes associées;

3^o identifier la nature des besoins et des potentialités locales en tenant compte des aspects économiques et de la création d'emplois;

4^o déterminer, dans le plan d'actions, les objectifs prioritaires et mettre en œuvre ceux-ci;

5^o susciter et coordonner les actions partenariales définies dans le plan d'actions;

6^o utiliser prioritairement les ressources et le savoir-faire en vue de développer les capacités d'entreprises du territoire communal et de maintenir ou développer l'emploi durable;

7^o participer au réseau des A.D.L. afin de contribuer aux échanges de connaissances et de bonnes pratiques acquises et appliquer celles-ci sur le territoire communal;

8^o articuler le développement local avec les autres outils et organes de développement territorial de niveaux communal, intercommunal, provincial, régional, fédéral et européen.

Le Gouvernement peut préciser les missions visées à l'alinéa 1^{er}. Il peut également définir les modalités de mise en œuvre du plan d'actions.

Art. 4. Pour être agréée, l'A.D.L. doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o avoir un statut ou s'engager à adopter dans les six mois un statut et un objet social conformes à l'article 5;

2^o s'engager à remplir les missions visées à l'article 3;

3^o produire un engagement de la commune, des communes limitrophes ou d'autres partenaires locaux à apporter une participation équivalente à au moins 30 % de la subvention octroyée en vertu de l'article 9;

4^o employer, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, au moins un agent de niveau 1 et un agent de niveau 2+ ou 2;

5^o élaborer un plan d'actions, selon des modalités définies par le Gouvernement;

6^o s'engager à transmettre au Gouvernement, au plus tard le 31 mars de chaque année, un rapport annuel sur les projets et les actions concrètes relatifs à l'année écoulée, sur la base d'une méthodologie déterminée par le Gouvernement;

7^o s'engager à apporter aux agents visés au 4^o une formation continue selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

8^o s'engager dans des actions de développement local non assurées par les opérateurs existants;

9^o développer les actions en cohérence avec la politique de la Région;

10^o s'engager à rechercher des possibilités de rationalisation des structures de fonctionnement entre les dispositifs d'actions locales;

11^o s'engager à tendre vers l'égalité des chances au niveau des organes sociaux de l'A.D.L. ainsi que dans l'exercice des missions visées à l'article 3.

Art. 5. Outre les conditions visées à l'article 4, l'A.D.L. doit, pour être agréée, adopter un des statuts suivants :

1^o soit le statut de régie communale autonome ayant comme objet social unique le développement local d'une commune de moins de quarante mille habitants;

2^o soit le statut d'association sans but lucratif ayant comme objet social unique le développement local d'une commune ou de plusieurs communes limitrophes ayant conclu une convention de partenariat comptant globalement moins de quarante mille habitants, à condition que la majorité des administrateurs soient des représentants nommés par l'assemblée générale sur proposition de la ou des communes concernées.

Le Gouvernement peut agréer une A.D.L. qui s'engage à adopter, dans les six mois qui suivent l'octroi de l'agrément, un des statuts visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. Il est institué une Commission d'agrément et d'accompagnement des A.D.L., ci-après dénommée la « Commission ».

La Commission a pour missions de :

1^o remettre au Gouvernement des avis motivés sur l'octroi, le renouvellement, le retrait ou la suspension d'agréments des A.D.L. selon les modalités définies par le Gouvernement;

2^o donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, sur toute question relative aux A.D.L.

La Commission se compose :

1^o d'un représentant de chacun des vice-présidents du Gouvernement, sauf si ceux-ci sont déjà représentés en raison de leur compétence;

- 2° d'un représentant du Ministre de l'Economie;
 3° d'un représentant du Ministre de l'Emploi;
 4° d'un représentant du Ministre des Affaires intérieures;
 5° de quatre représentants du Conseil économique et social de la Région wallonne;
 6° d'un représentant du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;
 7° d'un représentant de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
 8° d'un représentant de la Division des P.M.E. de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
 9° d'un représentant de la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne.

Les représentants visés à l'alinéa 3 ont un suppléant.

Le mandat des membres a une durée de trois ans, renouvelable.

Il prend fin :

- 1° en cas de démission;
 2° lorsque le mandant qui a proposé un membre demande son remplacement;
 3° lorsqu'un membre perd la qualité qui justifiait son mandat.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date normale d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève son mandat.

Ce dernier est à son tour remplacé par un autre suppléant.

Le Gouvernement arrête les règles essentielles de fonctionnement de la Commission, désigne le président et nomme les membres de celle-ci, ainsi que leur suppléant, sur proposition de leurs mandats.

La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

La Commission peut faire appel à des experts.

Art. 7. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée de trois ans. A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé par périodes de trois ans.

Art. 8. Le Gouvernement peut suspendre ou retirer une décision d'agrément lorsque l'A.D.L. cesse de satisfaire à l'une des conditions fixées aux articles 4 ou 5.

Le Gouvernement détermine les procédures d'agrément, de renouvellement, de suspension et de retrait d'agrément.

Art. 9. Le Gouvernement octroie à l'A.D.L. agréée, conformément aux dispositions du présent décret et selon les modalités de liquidation qu'il détermine, une subvention annuelle destinée à couvrir partiellement les frais de personnel et de fonctionnement.

Art. 10. L'article 1^{er} du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié par le décret du 6 mai 1999, est complété comme suit :

« 12° le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local ».

Art. 11. Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 mars 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
 S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
 J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
 M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
 M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
 J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
 Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
 Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
 Ph. COURARD

—
 Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 655 (2003-2004) n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 17 mars 2004.

Discussion — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1462

[2004/201079]

25. MÄRZ 2004 — Dekret über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1 - Die Regierung kann die lokalen Entwicklungsagenturen, abgekürzt in "LEA", zu den Bedingungen des vorliegenden Dekrets zulassen und gewährt den zugelassenen LEA Zuschüsse innerhalb der jährlich festgesetzten spezifischen Begrenzungen aufgrund der verfügbaren Haushaltsmittel.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "lokale Entwicklung": die Förderung der nachhaltigen Entwicklung auf lokaler Ebene, die in der Aufbesserung der Lebensqualität auf wirtschaftlicher Ebene und in der Schaffung von Arbeitsplätzen besteht; sie muss ganzheitlich, vorausschauend und integriert sein, in den endogenen Ressourcen verwurzelt sein und der lokalen Gemeinschaft sowie deren Mitgliedern Vorteile bringen;

2° "LEA": die Einrichtung, die die in den Artikeln 4 und 5 erwähnten Bedingungen erfüllt;

3° "Aktionsplan": das Dokument zur Orientierung und zur strategischen Planung der nachhaltigen Entwicklung der Gemeinde bzw. der zusammengeschlossenen Gemeinden auf sozial-wirtschaftlicher Ebene, das sich aus der Konzertierung zwischen den lokalen Aktionsträgern, d.h. der Obrigkeit, dem Privatsektor oder dem Sektor der gemeinnützigen Vereine und der Bevölkerung ergibt und das auf der Grundlage der äAFOM (Atouts, Faibles, Opportunité, Menaces)-Studie (Trümpfe, Schwächen, Gelegenheiten, Gefahren) und der damit verbundenen umfassenden Diagnose des Gebiets erstellt wird.

Art. 3 - Die LEA erfüllt folgende Aufgaben:

1° die Gesamtheit der lokalen Aktionsträger in einer Partnerschaft im Hinblick auf die lokale Entwicklung vereinigen;

2° diese Partnerschaft, in der die lokalen Behörden, der Privatsektor und der Sektor der gemeinnützigen Vereine auf dem Gebiet der Gemeinde bzw. der zusammengeschlossenen Gemeinden vereinigt sind, in Gang setzen und beleben;

3° die Art der Bedürfnisse und der lokalen Möglichkeiten identifizieren, wobei die wirtschaftlichen Aspekte und die Schaffung von Arbeitsplätzen berücksichtigt werden;

4° die vorrangigen Ziele im Aktionsplan bestimmen und sie durchführen;

5° die in dem Aktionsplan bestimmten Partnerschaftsaktionen hervorrufen und koordinieren;

6° die lokalen Ressourcen und Fertigkeiten vorrangig benutzen, um die Unternehmungsfähigkeiten des kommunalen Gebiets zu entwickeln und die nachhaltige Beschäftigung zu erhalten und zu entwickeln;

7° sich an dem Netzwerk der LEA beteiligen, um zum Austausch von Kenntnissen und von erworbenen bewährten Verfahren beizutragen und diese auf dem Gebiet der Gemeinde anzuwenden;

8° die lokale Entwicklung auf den anderen Mitteln und Organen zur örtlichen Entwicklung auf kommunaler, interkommunaler, provinzieller, regionaler, föderaler und europäischer Ebene stützen.

Die Regierung kann die in Absatz 1 erwähnten Aufgaben präziser festlegen. Sie kann ebenfalls die Modalitäten zur Durchführung des Aktionsplans bestimmen.

Art. 4 - Um zugelassen zu werden, muss die LEA den folgenden Bedingungen genügen:

1° ein Statut besitzen oder sich verpflichten, innerhalb von sechs Monaten ein Statut und einen Gesellschaftszweck, die dem Artikel 5 entsprechen, anzunehmen;

2° sich verpflichten, die in Artikel 3 erwähnten Aufgaben zu erfüllen;

3° eine Verpflichtung der Gemeinde, der angrenzenden Gemeinden oder anderer lokaler Partner, eine mindestens 30% des gemäß Artikel 9 gewährten Zuschusses entsprechende Beteiligung einzubringen, vorlegen;

4° mindestens einen Bediensteten des Dienstrangs 1 und einen Bediensteten des Dienstrangs 2+ oder 2 gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten beschäftigen;

5° einen Aktionsplan gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten erstellen;

6° sich verpflichten, der Regierung spätestens zum 31. März eines jeden Jahres einen jährlichen Bericht über die Projekte und konkreten Aktionen in Bezug auf das abgelaufene Jahr auf der Grundlage einer durch die Regierung bestimmten Methodologie zu übermitteln;

7° sich verpflichten, den in 4° erwähnten Bediensteten eine Weiterbildung gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten zu erteilen;

8° Aktionen zur lokalen Entwicklung, für die die bestehenden Träger nicht sorgen, durchführen;

9° die Aktionen in Abstimmung mit der Politik der Region entwickeln;

10° sich verpflichten, Möglichkeiten im Hinblick auf die Rationalisierung der Arbeitsstrukturen zwischen den Einrichtungen zur lokalen Aktion zu suchen;

11° sich verpflichten, die Chancengleichheit auf der Ebene der Gesellschaftsorgane der LEA sowie im Hinblick auf die Durchführung der in Artikel 3 erwähnten Aufgaben anzustreben.

Art. 5 - Außer den in Artikel 4 erwähnten Bedingungen muss die LEA eins der folgenden Statuten annehmen, um zugelassen zu werden:

1° entweder das Statut einer autonomen Gemeinderegie, die die lokale Entwicklung einer Gemeinde von weniger als vierzig Tausend Einwohnern zum einzigen Gesellschaftszweck hat;

2° oder das Statut einer Vereinigung ohne Erwerbszweck, die die lokale Entwicklung einer Gemeinde oder mehrerer angrenzender Gemeinden, die eine Partnerschaftvereinbarung abgeschlossen haben, in der weniger als vierzig Tausend Einwohner global gezählt werden, zum einzigen Gesellschaftszweck hat, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder durch die Generalversammlung auf Vorschlag der betroffenen Gemeinde bzw. Gemeinden ernannte Vertreter sind.

Die Regierung kann eine LEA, die sich verpflichtet, eins der in Absatz 1 erwähnten Statuten innerhalb von sechs Monaten nach der Gewährung der Zulassung anzunehmen, zulassen.

Art. 6 - Ein Zulassungs- und Begleitausschuss der LEA, weiter unten „Ausschuss“ genannt, wird gegründet.

Der Ausschuss hat folgende Aufgaben:

1° der Regierung begründete Gutachten über die Gewährung, die Erneuerung, den Entzug oder die Aufhebung von Zulassungen der LEA gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten übergeben;

2° entweder auf eigene Initiative oder auf Anfrage der Regierung Gutachten über jede mit den LEA verbundene Angelegenheit abgeben.

Der Ausschuss besteht aus:

1° einem Vertreter von jedem der Vizepräsidenten der Regierung, außer wenn diese schon aufgrund ihrer Zuständigkeit vertreten sind;

2° einem Vertreter des Ministers der Wirtschaft;

3° einem Vertreter des Ministers der Beschäftigung;

4° einem Vertreter des Ministers der inneren Angelegenheiten;

5° vier Vertretern des Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region;

6° einem Vertreter des Hohen Rats der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

7° einem Vertreter der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

8° einem Vertreter der Abteilung K.M.B. der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

9° einem Vertreter der Generaldirektion der lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region.

Für die in Absatz 3 erwähnten Vertreter ist ein Stellvertreter vorgesehen.

Das Mandat der Mitglieder hat eine Dauer von drei Jahren und kann für die gleiche Dauer erneuert werden.

Es endet:

1° im Falle eines Rücktritts;

2° wenn der Mandant, der ein Mitglied vorgeschlagen hat, seine Ablösung beantragt;

3° wenn ein Mitglied die Eigenschaft, die sein Mandat begründete, verliert.

Das Mitglied, das sein Mandat vor dem normalen Ablaufdatum nicht mehr ausübt, wird durch seinen Stellvertreter, der sein Mandat bis zu dessen Ende ausübt, ersetzt.

Dieser wird wiederum durch einen anderen Stellvertreter ersetzt.

Die Regierung setzt die wesentlichen Regeln für die Arbeitsweise des Ausschusses fest, bezeichnet dessen Vorsitzenden und ernennt dessen Mitglieder sowie deren Stellvertreter auf Vorschlag deren Mandanten.

Der Ausschuss setzt seine Geschäftsordnung fest, die der Regierung zur Genehmigung vorgelegt wird.

Der Ausschuss kann Sachverständige heranziehen.

Art. 7 - Die Zulassung wird durch die Regierung für einen Zeitraum von drei Jahren gewährt. Am Ende dieses Zeitraums kann die Zulassung um weitere Zeiträume von drei Jahren verlängert werden.

Art. 8 - Die Regierung kann eine Zulassungsentscheidung aufheben oder entziehen, wenn die LEA einer der in den Artikeln 4 oder 5 erwähnten Bedingungen nicht mehr genügt.

Die Regierung bestimmt die Verfahren zur Zulassung, zur Erneuerung, zur Aufhebung und zum Entzug der Zulassung.

Art. 9 - Die Regierung gewährt der zugelassenen LEA einen jährlichen Zuschuss, mittels dessen die Personal- und Betriebskosten teilweise gedeckt werden sollen, gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und gemäß den Auszahlungsmodalitäten, die sie bestimmt.

Art. 10 - Artikel 1 des Dekrets vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik, abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 1999, wird wie folgt ergänzt:

“12° das Dekret vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen.”.

Art. 11 - Die Regierung setzt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. März 2004.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung
und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens,
der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Sitzung 2003-2004.*

Dokumente des Rates 655 (2003-2004) Nr. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. März 2004.

Diskussion — Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1462

[2004/201079]

25 MAART 2004. — Decreet betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De regering kan tegen de voorwaarden van dit decreet de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, afgekort « A.D.L. » naar de Franse benaming « Agences de Développement Local », erkennen en kent binnen de specifieke jaarlijks vastgestelde begrotingsperken subsidies toe aan de erkende A.D.L.'s.

Art. 2. In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° « plaatselijke ontwikkeling » : de bevordering van de duurzame ontwikkeling op plaatselijk vlak, die erin bestaat de leefkwaliteit op economisch vlak en wat jobcreatie betreft te verbeteren; de ontwikkeling moet globaal, prospectief en geïntegreerd zijn, vastgeankerend worden in de plaatselijk-interne bestaansmiddelen en voordelig zijn voor de plaatselijke gemeenschap en diens leden;

2° « A.D.L. » : de instelling die de voorwaarden bedoeld in de artikelen 4 en 5 vervult;

3° « actieplan » : het document voor de sturing en de strategische programmering van de duurzame ontwikkeling van de gemeente of op sociaal-economisch vlak verenigde gemeenten voortvloeiende uit het overleg tussen de plaatselijke actoren, namelijk de overheden, de privé-sector of het verenigingsleven en de inwoners, verwezenlijkt op grond van de studie over de troeven, zwakke punten, kansen en gevaren en de daaruit voortvloeiende globale diagnose voor het grondgebied.

Art. 3. Het A.D.L. vervult volgende opdrachten :

1° alle plaatselijke actoren in een samenwerkingsverband voor de plaatselijke ontwikkeling verenigen;

2° dat samenwerkingsverband dat de overheden, de privé-sector of het verenigingsleven op het grondgebied van de gemeente of de verenigde gemeenten verenigt, opstarten en bezielen;

3° de aard van de behoeften en de plaatselijke potentialiteiten identificeren rekening houdend met de economische aspecten en de jobcreatie;

4° in het actieplan de prioritaire doelstellingen bepalen en ze ten uitvoer brengen;

5° tot de samenwerkingsbevorderende acties omschreven in het actieplan aanzetten en ze coördineren;

6° prioritair de plaatselijke bestaansmiddelen en know-how gebruiken met het oog op de ontwikkeling van de potentiële ondernemingszin op het gemeentelijk grondgebied en de duurzame werkgelegenheid in stand houden of tot stand brengen;

7° aan het A.D.L.-netwerk deelnemen om bij te dragen tot het uitwisselen van de verworven kennis en goede praktijken en ze toepassen op het gemeentelijk grondgebied;

8° de plaatselijke ontwikkeling laten aansluiten op de andere instrumenten en organen voor de territoriale ontwikkeling op gemeentelijk, intergemeentelijk, provinciaal, gewestelijk, federaal en Europees vlak.

De regering kan de opdrachten bedoeld in het eerste lid nader bepalen. Hij kan eveneens de modaliteiten voor de uitvoering van het actieplan omschrijven.

Art. 4. Om erkend te worden dient het A.D.L. aan volgende voorwaarden te voldoen :

1° een statuut hebben of zich ertoe verbinden binnen de zes maanden een statuut en een maatschappelijk doel conform artikel 5 goedkeuren;

2° zich ertoe verbinden de opdrachten bedoeld in artikel 3 te vervullen;

3° een verbintenis voorleggen van de gemeente, de aangrenzende gemeenten of andere plaatselijke partners om een deelname gelijk aan minstens 30 % van de krachtens artikel 9 toegekende subsidie in te brengen;

4° volgens de door de regering bepaalde modaliteiten, minstens één personeelslid van niveau 1 en één personeelslid van niveau 2+ of 2 te werk te stellen;

5° een actieplan uitwerken volgens de door de regering bepaalde modaliteiten;

6° zich ertoe verbinden de regering uiterlijk jaarlijks tegen 31 maart een jaarverslag over te maken over de concrete projecten en acties betreffende het afgelopen jaar voor te leggen, opgesteld op grond van een door de regering bepaalde methode;

7° zich ertoe verbinden de personeelsleden bedoeld onder 4° een voortgezette opleiding te verstrekken volgens de door de regering bepaalde modaliteiten;

8° investeren in acties voor de plaatselijke ontwikkeling waarin niet door de bestaande operatoren voorzien wordt;

9° de acties tot stand brengen in samenhang met het gewestelijk beleid;

10° zich ertoe verbinden mogelijkheden voor de rationalisering van de werkingsstructuren tussen de plaatselijke actieregelingen na te streven;

11° zich ertoe verbinden naar gelijke kansen te streven op het vlak van de maatschappelijke organen van het A.D.L., evenals in de uitoefening van de opdrachten bedoeld in artikel 3.

Art. 5. Naast de voorwaarden bedoeld in artikel 4 dient het A.D.L. om erkend te worden één van de volgende statuten goed te keuren :

1° ofwel het statuut van autonoom gemeentebedrijf met als enig maatschappelijk doel de plaatselijke ontwikkeling van een gemeente van minder dan veertig duizend inwoners;

2° ofwel het statuut van vereniging zonder winstoogmerk met als enig maatschappelijk doel de plaatselijke ontwikkeling van een gemeente of meerdere aangrenzende gemeenten die een samenwerkingsverband gesloten hebben dat globaal minder dan veertig duizend inwoners telt, op voorwaarde dat de meerderheid der bestuurders vertegenwoordigers, benoemd door de algemene vergadering op de voordracht van de betrokken gemeente(n), zijn.

De regering kan een A.D.L. erkennen die zich ertoe verbindt binnen de zes maanden volgend op de toekenning van de erkenning één van de statuten bedoeld in het eerste lid goed te keuren.

Art. 6. Er wordt een erkennings- en begeleidingscommissie voor het A.D.L., hierna de « commissie » genoemd, ingesteld.

De commissie heeft als opdrachten :

1° de regering gemotiveerde adviezen overmaken betreffende toekenning, de hernieuwing, de intrekking of de opschorting van erkenningen van de A.D.L.'s volgens de door de regering bepaalde modaliteiten.

2° adviezen uitbrengen ofwel op eigen initiatief ofwel op verzoek van de regering, over elk vraagstuk betreffende de A.D.L.'s.

De commissie bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van elke vice-president van de regering, behalve indien deze reeds wegens hun bevoegdheden vertegenwoordigd zijn;

2° één vertegenwoordiger van de minister van Economie;

3° één vertegenwoordiger van de minister van Tewerkstelling;

4° één vertegenwoordiger van de minister van Binnenlandse Aangelegenheden;

5° vier vertegenwoordigers van de « Conseil économique et social de la Région Wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

6° één vertegenwoordiger van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

7° één vertegenwoordiger van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

8° één vertegenwoordiger van de Afdeling K.M.O.'s van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

9° één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De vertegenwoordigers bedoeld in het derde lid hebben een plaatsvervanger.

Het mandaat van de leden heeft een duur van drie jaar, hernieuwbaar.

Het wordt beëindigd :

1° bij ontslag;

2° indien de mandaatgever die een lid voorgedragen heeft, om diens vervanging verzoekt;

3° indien een lid de hoedanigheid verliest die zijn mandaat verantwoordde.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen voor de normale verstrijkingdatum wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voltooit.

Laatstgenoemde wordt op zijn beurt vervangen door een andere plaatsvervanger.

De regering stelt de wezenlijke werkingsregels van de commissie vast, wijst de voorzitter aan en benoemt de commissieleden, evenals hun plaatsvervanger, op de voordracht van hun mandaatgevers.

De commissie stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat ter goedkeuring aan de regering wordt voorgelegd.

De commissie kan een beroep doen op deskundigen.

Art. 7. De erkenning wordt verleend door de regering voor een periode van drie jaar. Bij verstrijken van die periode kan de erkenning per periodes van drie jaar verlengd worden.

Art. 8. De regering kan een erkenningsbeslissing opschorten of intrekken indien het A.D.L. ophoudt te voldoen aan één van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 4 of 5.

De regering bepaalt de procedures voor de erkenning, de hernieuwing, de opschorting en de intrekking van de erkenning.

Art. 9. De regering verleent de erkenhet A.D.L. overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en volgens de vereffeningsmodaliteiten die hij bepaalt, een jaarlijkse subsidie ter gedeeltelijke dekking van de personeels- en werkingskosten.

Art. 10. Artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid wordt aangevuld als volgt :

« 12° het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen. »

Art. 11. De regering stelt de inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

Zitting 2003-2004.

Stukken van de Raad 655 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 maart 2004.

Bespreking — Stemming.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1463

[2004/201091]

1^{er} AVRIL 2004. — Décret modifiant le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation est complété par les mots « et aux investissements étrangers ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même décret, les mots « Agence wallonne à l'Exportation » sont remplacés par les mots « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

Art. 3. Dans l'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, les mots « Agence wallonne à l'Exportation » sont remplacés par les mots « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».

Supprimer l'article 24 du même décret.

Dans l'article 1^{er}, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, les mots « Agence wallonne à l'Exportation » et « O.F.I. » sont remplacés par les mots « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ».